

**Point de presse de la porte-parole -
Journée internationale contre les
essais nucléaires (29 août 2017) : la
France engagée pour l'interdiction
des essais nucléaires - Nations
unies/Droits de l'Homme/Journée
internationale des victimes de
disparitions forcées - Iran -
Venezuela - Corée du Nord - Irak -
Tunisie/Libye - Syrie
(Paris, 30 août 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Journée internationale contre les essais nucléaires (29 août 2017) : la France engagée pour l'interdiction des essais nucléaires

La France réaffirme l'urgence et l'importance d'interdire toute explosion nucléaire comme le prévoit le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). La France est le premier État doté d'armes nucléaires, avec le Royaume-Uni, à avoir signé en 1996 et ratifié en 1998 le TICE. Elle est engagée pour l'interdiction des essais nucléaires, qui constitue l'une de nos premières priorités en faveur du désarmement nucléaire. La France invite l'ensemble des États n'ayant pas signé ou ratifié le TICE à le faire dans les meilleurs délais, afin de contribuer à la paix et à la sécurité internationales, comme le rappelle la résolution 2310 du conseil de sécurité des Nations unies adoptée le 23 septembre 2016.

La France est activement engagée en faveur du désarmement nucléaire :

- premier État à avoir décidé la fermeture et le démantèlement de ses installations de production de matières fissiles pour les armes nucléaires ;
- seul État doté d'armes nucléaires à avoir démantelé, de manière transparente, son site d'essais nucléaires ;
- seul État à avoir démantelé ses missiles nucléaires sol-sol ;
- seul État à avoir réduit volontairement d'un tiers le nombre de ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ;

- pays qui a achevé la réduction d'un tiers du nombre d'armes nucléaires, de missiles et d'avions de la composante aéroportée.

2 - Nations unies - Droits de l'Homme - Journée internationale des victimes de disparitions forcées (30 août 2017)

À l'occasion de la journée internationale des victimes de disparitions forcées du fait d'un État ou avec son accord, nos pensées vont aux victimes et à leurs familles. Ces pratiques sont encore observées dans plusieurs pays, en particulier la Syrie et la Corée du Nord.

Un groupe de travail spécifique est en place au sein des Nations unies depuis 1980 et a été saisi de plus de 56.000 cas concernant 112 États. Afin de lui permettre de poursuivre son travail, la France présentera, conjointement avec d'autres États, un projet de résolution au conseil des droits de l'Homme visant à lui renouveler son mandat.

La convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées consacre le droit de connaître la vérité sur les circonstances de la disparition forcée, le déroulement et les résultats de l'enquête ainsi que le sort de la personne disparue. La France appelle tous les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier ce texte et à reconnaître la compétence du comité des disparitions forcées. Cinq nouveaux États ont ratifié ce texte depuis la dernière journée internationale en 2016.

Nous restons mobilisés, en lien avec notre partenaire argentin, en vue d'aboutir à l'universalisation de la convention et de poursuivre la lutte contre l'impunité de ces crimes.

3 - Iran

Q - Est-ce que la France souhaite compléter l'accord nucléaire iranien par un travail pour l'après 2025 qui porterait sur un travail sur l'utilisation de missiles balistiques ? Est-ce que cette idée est réaliste dans le contexte actuel ?

R - L'accord de Vienne sur le programme nucléaire iranien est un accord essentiel pour la sécurité régionale et internationale et pour le régime de non-prolifération. Il impose des contraintes durables sur les activités nucléaires de ce pays. Il est mis en oeuvre sous la surveillance attentive des États qui l'ont négocié, ainsi que de l'Agence internationale de l'énergie atomique et des États membres. Il n'a pas d'alternative crédible.

Le président de la République a indiqué le 29 août que le cadre de l'accord de Vienne «peut être complété par un travail pour l'après 2025, par un travail indispensable sur l'utilisation de missiles balistiques». Ce travail pourra faire l'objet de futures consultations avec nos partenaires.

Comme l'a rappelé le président de la République, l'accord de 2015 doit permettre «d'établir une relation constructive et exigeante avec l'Iran». Nous réitérons donc notre attachement à cet accord et ne souhaitons ni le rouvrir ni le négocier, mais le mettre en oeuvre de manière stricte et rigoureuse. C'est dans ce cadre que nous entendons poursuivre nos discussions sur ce sujet.

4 - Venezuela

Q - Le président a déclaré hier qu'il souhaitait réfléchir, avec les gouvernements d'Amérique latine et d'Europe, à la manière d'éviter de nouvelles escalades au Venezuela, y compris régionales. Est-ce que le Quai d'Orsay prépare des initiatives ?

R - Comme le président de la République l'a indiqué hier, la crise actuelle au Venezuela est préoccupante, «une dictature tente de se survivre au prix d'une détresse humanitaire sans précédent de radicalisation idéologique inquiétante, alors même que les ressources de ce pays restent considérables».

Comme le président nous y a invités, nous réfléchissons actuellement à la meilleure manière d'accompagner toute initiative qui permettrait un dialogue crédible, sincère et sérieux impliquant les pays de la région.

Il revient aux autorités vénézuéliennes de donner très rapidement des gages en matière de respect de l'État de droit et des libertés fondamentales. L'Union européenne et la France évalueront leur relation avec le Venezuela sur cette base.

5 - Corée du Nord

Q - Selon le président la «France se tient prête à prendre toute nouvelle initiative utile pour empêcher l'escalade en Corée du nord». Avez-vous des nouvelles propositions ou est-ce que vous attendez de voir ce qui se passe au conseil de sécurité dans les prochaines semaines ?

R - Comme l'a indiqué hier le président de la République, «en contact avec les autres membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies, la France se tient prête à prendre toute nouvelle initiative utile pour empêcher l'escalade, ramener Pyongyang à la table des négociations et mettre en oeuvre de manière rigoureuse la résolution adoptée le 5 août».

Les tirs de missiles auxquels la Corée du Nord a procédé, en violation des résolutions du conseil de sécurité, menacent la sécurité régionale et internationale. Nous les condamnons fermement et continuerons à travailler avec nos partenaires afin d'amener la Corée du Nord à se conformer à ses obligations internationales et à procéder au démantèlement complet, vérifiable et irréversible de ses programmes nucléaire et balistique.

Je vous rappelle que la résolution 2371 du conseil de sécurité du 5 août 2017 condamne les

essais balistiques effectués en juillet par la Corée du Nord et renforce le régime de sanctions. Elle renforce également la mise en oeuvre des sanctions existantes. Le texte impose en particulier une interdiction complète des exportations de plusieurs produits nord-coréens, dont le charbon, les minerais de fer et de plomb, ainsi que les produits de la pêche. Il interdit aussi à tous les États d'accueillir sur leur territoire davantage de travailleurs nord-coréens, dont les revenus sont utilisés pour soutenir les programmes nucléaire et balistique prohibés. Cette résolution interdit en outre la création de nouvelles co-entreprises («joint-ventures») avec des entités nord-coréennes et les investissements additionnels dans celles existantes. Elle place enfin de nouveaux individus et entités sous sanctions.

6 - Irak

Q - La décision de la province de Kirkouk de participer au référendum du 25 septembre au Kurdistan vous inquiète-t-elle ?

R - La position de la France est connue : nous sommes attachés à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Irak. Le Kurdistan dispose d'un statut d'autonomie aux termes de la constitution irakienne. Nous souhaitons que cette autonomie soit respectée et pleinement mise en oeuvre.

M. Jean-Yves Le Drian a eu l'occasion de rappeler notre position sur ce point à ses interlocuteurs à Bagdad et à Erbil le 26 août.

7 - Tunisie - Libye

Q - Quand le ministre se rendra-t-il en Tunisie, comme annoncé hier par le président ? Ira-t-il en Libye à cette occasion ?

R - Nous vous informerons en temps utile du calendrier des prochains déplacements de M. Jean-Yves Le Drian.

8 - Syrie

Q - Le président a affirmé hier que la France avait obtenu de la Russie «des résultats» sur la question chimique en Syrie. Quels sont-ils précisément ?

R - La question chimique en Syrie fait l'objet d'un dialogue suivi avec la Russie. Elle est évoquée à chaque occasion par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères avec son homologue russe.

Nous comptons sur l'engagement de la Russie pour qu'il n'y ait pas de répétition des attaques chimiques en Syrie.

Le président a rappelé dans son discours l'importance de cette ligne rouge pour la France./.